L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 5 FEVRIER 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET.
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 5 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, un terrain et ses dans l'Etat borné par les rues Esplanade, Miro, Galvez et Kerlerec, 3me district.

Par E. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, une propriété formant 2 encoignure, dans l'Etat borné par les rues Derbigny, Domaine, St-Philippe et Roman, ainsi qu'un autre terrain dans l'Etat renfermé par les rues Ste-Anne, Dumaine, Miro et Tonti.

SPECTACLES.

Samedi, 5 février 1876.

OPÉRA—A midi, Nos Intimes.
VARIÉTÉS—A midi et le soir, Col. Mulberry Sellers.
ACADEMIE.—A midi et le soir, The Doyle Brothers, The Nine and the Grey.
ST-CHARLES—A midi et le soir, The Alchimist's Daughter.

Le Bureau des retours.

Nous avons eu en Louisiane, deux élections faites par des Bureaux de retours radicaux : on sait avec quels résultats. En 1872, un Bureau illégalement composé de MM. Lynch, Longstreet, Herron et Hawkins, a entrepris de décider le résultat des élections sans avoir aucun des documents officiels, et en basant ses décisions sur les chiffres du recensement et des probabilités. Cette manière de procéder a été authentiquement prouvée devant les Cours des Etats-Unis, les deux Chambres du Congrès et le chef du pouvoir exécutif, et, cependant, le gouvernement établi par ce mode de scrutin, tout-à-fait nouveau dans un pays qui est censé avoir des institutions républicaines, a été et est encore maintenu en fonctions contre toute évidence, contre tout droit, contre toute équité. Chacun des auteurs de cette fraude inouie, constatée dans les débats des deux Chambres du Congrès et jusque dans les messages du président Grant, a reçu le prix de son infamie. Lynch a obtenu une place pour son fils, Longstreet en a eu plusieurs, Herron a été nommé conservateur des hypothèques ($30,000 par an) et Hawkins a été nommé juge de la Cour Supérieure de District avec le pouvoir de statuer sur les réclamations auxquelles donnaient lieu les décisions du Bureau même dont il était membre.

L'escamotage électoral accompli par le Bureau de 1872, a été officiellement constaté, reconnu, avoué, et, cependant, il a été maintenu. Il n'en a pas été tout-à-fait de même de celui de 1874.

Dans cette seconde occasion, le Bureau composé de MM. J. Madison Wells, Tom. Anderson, Casanave, Kenner (ces deux derniers de couleur) et d'un démocrate, M. Oscar Arroyo, a, en dépit de l'énergique et courageuse opposition de ce dernier, refait l'élection de novembre 1874 au profit du parti radical, déclaré M. Dubuclet élu trésorier à la place de M. Moncure, qui avait eu la majorité, enlevé leurs sièges à deux sénateurs démocrates et à 16 représentants du même parti. Les fraudes étaient si évidentes que le comité congressionnel d'enquête, composé en majorité de républicains, a compris la nécessité de les réparer au moins en partie. Par le compromis Wheeler on a fait rendre un des sièges enlevés aux sénateurs démocrates et une douzaine de sièges aux représentants. Contrairement à toute logique, on a laissé à M. Dubuclet sa place de trésorier.

Bien que la réparation n'ait été que partielle, l'acceptation du compromis Wheeler par M. Kellogg et les radicaux des deux Chambres n'en a pas moins été une reconnaissance formelle des fraudes commises par Wells, Anderson, Casanave et Kenner. On pouvait et on fait envoyer au pénitencier des industriels qui ont eu le tort de céder aux tentations que leur offraient des employés du Trésor. Que fait-on à ceux qui s'étaient commis le crime officiellement constaté de ces souverainetés populaires ? M. Wells a été nommé par le président Grant, surveyor du port et il a été confirmé par le Sénat. M. Anderson est toujours président *pro tem* du Sénat de la Louisiane, M. Casanave a commutateur à la Douane, M. Kenner a obtenu aussi un emploi de Kellogg.

Voici donc les antécédents de l'institution du Bureau des retours. Elle a fonctionné deux fois et, chaque fois, il y a eu flagrant délit de fraude. Chaque fois, l'élection a été refaite par le Bureau au profit du parti républicain.

Lorsque le compromis Wheeler a été—malheureusement, comme il n'est que trop prouvé aujourd'hui—accepté par les conservateurs, ils ne s'y sont soumis que sur la promesse formelle que le Bureau des retours serait aboli et que M. Kellogg et les radicaux se prêteraient à l'adoption d'une loi qui garantirait la sincérité de l'enregistrement et la liberté et la loyauté des élections.

Eh bien ! les radicaux ont commencé par faire un recensement clairement frauduleux, qui donne en apparence 10 à 12,000 voix de majorité aux électeurs de couleur, supposés tous radicaux.

Les démocrates au lieu de refaire purement et simplement ce recensement, ont encore consenti à un arrangement par lequel ils abandonnaient à leurs adversaires la moitié des avantages que ceux-ci avaient voulu s'attribuer.

Les radicaux du Sénat viennent de répondre à cette nouvelle concession, en repoussant le bill électoral de la Chambre et en votant une loi qui est plus mauvaise que l'ancienne. On dirait que, sous l'impression d'un mot d'ordre venu de haut lieu, ils ont voulu porter un défi aux conservateurs. Leur vote de jeudi est plus qu'un acte de mauvaise foi, plus qu'une violation des engagements pris, c'est une odieuse provocation, c'est une insulte à tous les sentiments d'un peuple qui depuis huit ans, a été abreuvé de dégoûts, d'outrages et d'injustices. Le bill voté par le Sénat équivaut à une déclaration que les conservateurs n'auront le droit de vote que dans la mesure qui leur sera permise par trois créatures de Kellogg, lesquelles encourageas par l'exemple des récompenses accordées aux membres des bureaux précédents, se prêteront à supprimer assez de votes démocrates pour accorder aux radicaux la prépondérance dans les deux Chambres et la suprématie dans le gouvernement d'Etat, ainsi que la victoire aux candidats présidentiels radicaux.

Nous n'exagérons rien sur les pouvoirs dictatoriaux et discrétionnaires accordés par le bill du Sénat au bureau des retours.

Voici les cas dans lesquels le bureau est requis de ne pas compter, compiler ou donner effet aux votes d'une localité, poll, ward, précinct ou paroisse :

Sec. 40.—S'il ressort, *par affidavit* ou autre preuve, que depuis le commencement de l'enregistrement précédant l'élection, jusques et y compris le jour du vote, ou pendant le compte des votes et la préparation des documents, il y a eu une émeute, un tumulte, un acte de violence, de fraude, un fort, un bris de paix, calculé, ayant pour objet ou de nature à intimider ou alarmer une classe, ou entre ou une catégorie de votants, ou à les embarrasser ou à les empêcher en aucune façon dans le libre exercice de leur droit et franchise, d'enregistrement, de vote, etc., non affectés et non influencés par la crainte de duretés (hardship) ou torts présents ou futurs quelconques à raison du dit libre exercice ou tentative d'exercice de leur droit etc., à choisir leurs candidats.

Ou, s'il existe ou a existé un plan organisé ouvertement ou secrètement, de fraude ou d'intimidation, parmi les adhérents d'un parti ou toutes autres personnes, dans le but de créer dans l'esprit des votants l'*impression* que, dans le cas où ils exerceraient librement leurs droits, ils seraient exposés à être victimes de violences, injures, ou torts, dans le présent ou l'avenir, contre leurs personnes ou leurs propriétés ;

Ou, s'il paraît qu'il y a eu des efforts pour intimider des votants au moyen de menaces de violence, soit contre des votants individuellement, soit contre une catégorie de votants, les dites menaces rendues publiques, affichées, écrites ou imprimées, ou résultant de légendes, sentences, gravures, devises ou dessins, desquels on puisse raisonnablement inférer des violences, de quelque manière que ceux ait été écrit, imprimé ou distribué ;

Ou, si un certain nombre ou des corps de personnes, armées ou autrement, marchant, paradent ou s'exhibent ensemble dans le but de créer l'impression chez une classe de personnes, ou si elles recourent à des déguisements, ou exhibent des armes, ou déchargent des armes à feu ou de l'artillerie, ou si elles enlèvent de chez eux, de nuit ou de jour, des votants et les exposent à des craintes ou appréhensions, ou détruisent l'existence des dits votants, avec l'intention d'intimider d'autres votants ; ou si les dits actes de violence ont eu cet effet ;

Ou, si un certain nombre de BLANCS se sont ligués ou ont conspiré, ou agissent de concert ou *en apparence de concert* pour influencer et intimider tous citoyens, étant des personnes d'une couleur autre que la blanche, ou de descendance ou de race africaine, par crainte ou menace de tout caractère, ou de toute autre manière, dans le libre exercice &c., ou de les influencer et de les contraindre dans le choix des candidats, ou de les forcer à voter contre leur gré, ou à s'abstenir de voter en créant dans leur esprit une crainte ou appréhension, &c., &c. ;

Ou, s'il paraît que pour influencer les dits votants ou les a menacés de les priver d'emploi à l'avenir, ou de leur retirer un emploi présent, ou qu'on a fait des menaces générales contre leur race.

On vient de voir les précautions prises contre les coalitions de blancs pour influencer ou menacer les noirs. Il n'était que juste d'insérer une clause analogue dans le sens inverse ; le bill dit donc que :

Si un certain nombre de personnes de descendance africaine ou de couleur autre que la couleur blanche, se sont liguées ou ont conspiré, &c., pour influencer ou intimider une classe de citoyens *d'une race ou couleur autre que celle à laquelle ils appartiennent*, il sera du devoir, &c.

Voilà le dernier de cette longue kyrielle de *si*.

Défense aux blancs d'intimider les gens de couleur, défense à ces derniers d'intimider les blancs, mais silence absolu sur les intimidations, menaces ou manœuvres exercées entre gens de couleur. Or, on sait comment les noirs radicaux respectent la liberté de leurs concitoyens de même race. Ils pourront commettre toutes les violences possibles contre les gens de couleur conservateurs ou démocrates, le bureau des retours n'aura rien à y voir.

Nous bornons là notre examen du bill qui contient cependant, bien d'autres monstruosités. Citons, cependant, la pénalité de $5000 d'amende ou deux ans de prison édictée par la sec. 58 contre le greffier de la Chambre ou le secrétaire du Sénat qui n'appellera pas à l'ouverture de la session le rôle, tel qu'il lui sera transmis par le secrétaire d'Etat et fait sur les déclarations du bureau des retours.

Le bill du Sénat sur les élections est un bill de parti, un bill de race, qui sent la fraude et le dol, et qui n'a d'autre objet que de greffer une nouvelle usurpation sur celle qui existe aujourd'hui de par la force des baïonnettes. La Chambre ne doit pas discuter ce bill, elle doit le rejeter comme une insulte et un défi.

Le débat sur le bill d'élection au Sénat.

Nous empruntons au journal officiel le compte-rendu des paroles prononcées par plusieurs sénateurs pour expliquer leur vote sur le bill d'élection :

Mr Alexander.—Mr le président, je suis opposé à l'adoption de ce bill. Je fonde mon opposition sur ce que le (Returning Board) Bureau de Retours, tel qu'il est constitué, n'est pas maintenu dans le but de servir le parti républicain ou un parti quelconque, mais dans celui d'écrire une certaine coterie de l'Etat. Je suis républicain, je suis en faveur d'une élection paisible et loyale et, sous ce rapport, je ne désire en rien aux autres sénateurs ; je désire donc voir effacer du bill cette partie du bill qui crée un bureau de retours, car ce serait le seul moyen d'avoir la paix, je voterai contre le bill dans la forme présentement soumise à mon avis elle ne ferait pas cesser les troubles dont ma paroisse est affligée. On a parlé de fusils ; laissez-moi vous dire de suite, que je demande qu'on leur oppose les baïonnettes ; cette solution de la question serait préférable à toutes autres.

Mr Ogden.—Je voterai contre le bill et voici, en peu de mots, les raisons pour lesquelles je le ferai. Le droit de suffrage est un des plus chers au peuple américain et l'abandon de ce droit par le fait de se confier à cinq hommes est un abandon du grand principe de la liberté américaine ; je n'y consentirai jamais. Je souhaite qu'il y ait une élection loyale, je souhaite que les habitants de la Louisiane se comprennent, et que la concorde règne parmi eux, je demande, mes commettants demandent la paix. Je crois que ce bill, s'il est adopté, sera un brandon de discorde parmi nous. Je dis à la majorité du Sénat que j'ai vu cette guerre, moi aussi de la vue ; je lui dirai que si elle nous impose le fait qui n'est rien de moins qu'une déclaration de guerre, elle aura la guerre.

Mr. George.—Je désire expliquer mon vote. Je m'oppose au bill surtout parce qu'il constitue une violation de tous les droits du républicanisme. Je n'y oppose parce qu'il porte un coup mortel aux privilèges les plus sacrés des citoyens dans la Louisiane, et je n'ai pas le droit de les sacrifier ainsi que le propose ce bill. Je me souviens avec dégoût et douleur de ces actes scandaleux du Bureau de retour de 1874. Je ne veux point, par mon vote, abandonner aux membres d'un bureau de retours ce que tout citoyen américain a le droit de revendiquer.

Mr Greene.—Je voté contre le bill, car je crois que nous pourrions prendre des mesures bien préférables à la création d'un bureau de retours. Nous serions entièrement au pouvoir de ceiui-ci.

Mr Grover.—Je voterai contre le bill. D'abord parce que certaines clauses me répugnent en ma qualité de sénateur ; en second lieu, parce que l'adoption d'une pareille loi donnerait encore lieu à des scènes de violence dans l'Etat. Le bill est une jonglerie pour nos commettants et pour moi.

Mr Herwig.—Je voterai pour l'affirmative bien qu'il se peut que la Chambre rejette le bill. Je changerai peut-être mon vote quand le bill reviendra au Sénat.

Mr Kelly.—Je m'oppose au bill pour les raisons suivantes : il n'est pas, dans toute la Louisiane, un seul démocrate ou conservateur qui n'y soit opposé ; je crois ensuite qu'il y a loi beaucoup de républicains respectables qui ne désirent pas un semblable bureau de retours. Je crois que les citoyens de l'Etat ont le droit d'exprimer librement leur opinion et d'élire leurs officiers. Je crois que les républicains, les démocrates et les conservateurs ont décidé que le bureau de retours n'existera pas.

Mr Robertson.—Ma position vis-à-vis de la population de couleur est exceptionnelle. Je fois mon siége de sénateur du deuxième district à une majorité de vingtaine de couleur. Je ne voterai pas pour le bill car je sais que les habitants de mon district y sont opposés.

Mr Stamps. Des sénateurs affirment que l'adoption du bill serait suivie de désordres et d'effusion de sang. Je maintiens le contraire. Je crois que la loi prévi viendra la guerre, et que chacun pourra exercer le droit de vote sans crainte.

Mr Steven—Je suis opposé à presque toutes les clauses de la loi, particulièrement à celle qui crée un bureau de retours. Je voterai non.

Mr Sypher—Je voterai pour le bill. On parle de guerre, d'offenses, d'insultes. Je demande aux adversaires de la loi de se rappeler les événements dont l'Etat est le théâtre depuis quelques années. Je les prie de se souvenir de 1866 et de 1868, de se souvenir seulement de la dernière élection générale. Je désire savoir pourquoi était le résultat des violences si nous n'avions pas eu le bureau de retours. Je vois dans le bill une protection des jours et des libertés des blancs et des hommes de couleur.

Mr Weber—Ceux qui m'ont envoyé ici exigent que le Sénat adopte une mesure du genre de celle qui est proposée. Ils m'y voient une sauvegarde, sans laquelle il ne peut y avoir pour eux ni exercice de droits sacrés ni jouissance de bonheur.

Mr White.—J'explique brièvement mon vote. Je passe, en tous points, l'opinion qu'a exprimée Mr Ogden ; je crois, comme lui, que l'adoption de ce bill donnera lieu, sans aucun doute, à des troubles et à l'effusion de sang. Le parti républicain en sera responsable. J'ai écouté avec patience les explications des partisans de la loi ; elles ne m'ont pas convaincu que nous devions confier un tel pouvoir à quelques individus. Je ne crois pas qu'il convienne d'armer d'une semblable puissance les créatures du Sénat ou de qui que ce soit. Si la majorité insiste sur l'adoption, si elle nous impose le bill, il faudra qu'elle en accepte les conséquences. C'est, à mon avis, la mesure la plus désastreuse qui ait encore été soumise à la législature. J'en appelle à tous les membres de couleur du Sénat.

Mr Rush—Je m'oppose à ce que le membre en appelle aux sénateurs de couleur.

Mr White—J'en appelle à tous les sénateurs qui appartiennent à la population de couleur ; je leur dis : prenez garde ! prenez garde ! Le principe sacré du suffrage vous a été donné ; si vous contribuez, par votre vote, à faire adopter cette loi, le pays reconnaîtra que vous vous êtes montrés indignes du privilège qui vous a été accordé.

—Et dire que Cham a peut-être rédigé le second des votes complets qu'elle réunis la loi contre la une Assemblée législative générale.

Gisla...
...ouse député à l'air grognon. Avec bonheur ! Des journaux qui ne me font jamais dire un mot spirituel !

Législature de la Louisiane.

Samedi, 4 février 1876.

SÉNAT.

Le Sénat est appelé à l'ordre à midi.

M. Burch présente un exemplaire du *Republicain* contenant un compte rendu du discours de M. White. Il dit que ce discours n'a produit qu'une chose, c'est d'amener M. Detiege, le seul membre de couleur qui ait voté contre le bill, à changer son vote. Il fait la critique du discours qui, dit il, produira l'effet contraire à celui qu'en attendait son auteur.

M. White répond à M. Burch que la version de son discours publiée par le journal officiel est inexacte et que le sens des paroles a été mal interprété.

Une pétition des professeurs de la Nouvelle-Orléans demandant l'aide de la législature, est référée au comité de l'instruction publique et l'impression en est ordonnée.

Le comité des finances fait des rapports favorables sur le bill amendant la loi de 1873 sur les licences, sur le bill réglant les émoluments du shérif criminel d'Orléans et sur ceux des greffiers de Cours de district.

M. Burch présente un bill pour abolir le "Sanitary and Fertilising Co" ; référé.

M. George présente un bill pour amender la section 3274 du Code civil. Référé.

M. Wharton présente un bill pour amender la section 184 de statute révisés. Référé.

M. Twitchell présente un bill autorisant l'abattage des animaux à une distance d'un demi-mille de la Nouvelle-Orléans. Référé au comité des corporations.

Le bill abolissant les fonctions d'avocat de district et de paroisse *pro tem* a été mis à l'ordre du jour spécial de lundi.

Le bill amendant la Charte de la Nouvelle-Orléans a été adopté finalement.

Le bill autorisant le conseil municipal de Shreveport à lever une taxe de police est adopté finalement.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre se réunit à midi et quart. Quatre-vingt-sept membres sont présents.

M. Kidd présente le préambule et les résolutions qui suivent, et demande la suspension du règlement pour la prise en considération immédiate :

Attendu, que la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, mue par un désir sincère de voir toutes les élections futures dans cet Etat conduites paisiblement et avec la plus grande loyauté envers tous les partis, a passé, à la présente session, un bill d'élection, dont les dispositions essentielles ne peuvent donner lieu à aucune objection de la part de quiconque désire le maintien de la pureté du scrutin, ou à la paix de l'Etat à cœur ; et,

Attendu que le Sénat de l'Etat a passé un substitut à ce bill, contenant les dispositions les plus odieuses sur un odieux Bureau de Retours et des dispositions antirépubliacines et qui tendent à détruire la volonté exprimée par le peuple au scrutin, dispositions qui sont une insulte au sens commun et à la décence de tout citoyen intelligent de l'Etat, et qui dans tout Etat indépendant de cette Union ne seraient pas tolérées un seul instant, et qui, si elles étaient adoptées ici, produiraient inévitablement un conflit civil, troubleraient la société et détruiraient ce qui reste de notre prospérité ; et

Attendu que l'Etat de la Louisiane a été couvert de honte et d'humiliation par la conduite scandaleuse et outrageante du Bureau de retours actuel, dont les pouvoirs ne sont pas aussi grands que ceux dont le substitut du Sénat investit le Bureau de retours proposé ; et

Attendu, que cette Chambre est opposée d'une façon inaltérable et en principe à l'adoption de toute loi créant un Bureau de retours de quelque espèce que ce soit, pendant que cette Chambre était investie du pouvoir d'en choisir tous les membres ; et,

Attendu que, d'après le pacte établi par le compromis Wheeler, l'Exécutif de l'Etat et les membres de l'assemblée générale se sont liés à une politique gouvernementale qui doit être maintenue par la fidélité et la bonne foi de tous ceux qui ont adhéré à ce pacte, et qu'elle marquée par la plus grande modération et réforme dont ce substitut du Sénat ne fait assurément pas partie, en conséquence :

Résolu, que c'est avec le regret le plus sincère que cette Chambre a appris que l'adoption par le Sénat de ce bill substitut, et qu'elle espère sincèrement que le Sénat reprendra en considération son action sur cette première d'envoyer le dit bill à la Chambre.

Que c'est l'opinion de cette Chambre que la persistance de la part du Sénat, ou de toute autre branche du gouvernement actuel, à adopter ce bill substitut, ou un bill quelconque établissant un Bureau de retours (Returning Board) sera une violation du texte et de l'intention réelle de l'ajustement Wheeler, et que, pour cette raison, cette Chambre se considérera comme étant dégagée dorénavant de toutes les obligations qu'elle avait acceptées en vertu de ce compromis et aura en conséquence à l'avenir.

Résolu, que c'est le désir ardent et sincère des membres de cette Chambre de voir l'élection prochaine, ainsi que toutes celles à venir, conduites impartialement, paisiblement et de manière à satisfaire tous les partis et tous les partis ; et qu'ils sont prêts à garantir leur assistance pour qu'il en soit ainsi ; mais qu'ils ne pourront jamais se soumettre à une loi d'élection, qui rendrait encore nécessaire l'intervention d'arbitres venant des autres Etats, et qui renouvellerait le spectacle ridicule du règlement d'une élection dans la ville de New-York, et qui, en outre, priverait le peuple de cet Etat du droit d'exprimer librement sa volonté au moyen du scrutin, et entraînerait infailliblement des désordres, des troubles, des désordres et même l'effusion de sang, en anéantissant tout espoir de prospérité future pour notre Etat si infortuné et si éprouvé.

La proposition de M. Kidd pour la suspension du règlement est adoptée par la majorité requise, celle des deux tiers, les suffrages se partagent ainsi : oui, 64 : non, 32.

La résolution est soumise ensuite à la Chambre.

M. Morrell dit qu'il est que si la Législature en vote pas une somme pour l'école rale, il y aura des troubles aux prochaines élections. Il a donc voté pour la suppression du *Returning Board*. Il est louisianais, il désire la paix et le bien de l'Etat ; si les Chambres maintiennent le Bureau des Retours, la tranquillité publique sera compromise et plus d'un républicain se trouvera placé dans une position peu agréable. Le substitut de la Chambre satisfaisait à toutes les exigences. Puisque le Sénat ne l'a pas adopté, il faut songer à un compromis. Je condamne la résolution qui vient d'être présentée. Dans huit, nous ne savons pas encore d'une manière officielle ce qu'a fait le Sénat.

M. Kidd demande à M. Murrell s'il n'a pas vu la procès-verbal officiel de la séance du Sénat dans le *Republican* de ce matin.

M. Murrell répond qu'il ne sait pas si ce procès-verbal est authentique. (Rires.)

M. Dumas rappelle que M. White a dit hier au Sénat après le vote du bill d'élection. Ce dernier a déclaré que si le *Returning Board* était maintenu, dix mille hommes de la race noire seraient égorgés le jour de l'élection. Le nègre, dit M. Demas, n'ont ni les ressources, ni l'intelligence de la race blanche, mais ils n'en tueront pas moins à défendre leurs droits.

M. Hahn dit qu'il a voté pour la suspension du règlement, parce qu'en pareil cas il veut mieux se faire. Il n'en est pas moins pour cela opposé à la résolution. Il n'a jamais vu de pareil ; jamais il n'a vu, dans une législature, une Chambre blamer, condamner et menacer l'autre. La parti démocrate a toujours cherché à intimider ses adversaires aux polls. Le Sénat n'a-t-il pas le droit de voter telles mesures qu'il lui plaît ! Ne représente-t-il pas d'ailleurs la grande majorité républicaine qui existe incontestablement en Louisiane ?

Mr. Ray prend à son tour la parole contre la résolution. Il cite le langage tenu par le sénateur White qui a menacé de mort dix mille hommes de la race noire. Lorsque l'on voit des hommes d'une position sociale s'exprimer ainsi, que doit-on attendre de la populace !

Il compare les menaces de ces alliuons à celles qui auraient été faites par Brutus et Cassius et jamais été prononcées. Un reporter a mal compris Mr. White et lui a prêté un langage que celui-ci n'a pas tenu ; les journaux ont publié de comptes rendus de ce reporter, et c'est ainsi que l'erreur s'est propagée.

La résolution mise aux voix est adoptée par 59 oui contre 36 non.

L'ordre du jour appelle le rapports du comité d'enquête sur les actes officiels du juge Hawkins ainsi que la résolution de M. Soner (républicain) qui ordonne la destitution dudit Hawkins.

M. Lowell (républicain) prend la parole et demande à accepter les conclusions du comité. Il votera pour la résolution de M. Soner, c'est-à dire pour la destitution du juge Hawkins. La Cour que présida ce dernier, a été, dit-il, une véritable Législature exclusivement républicaine ; il savait être une cour politique, à la dévotion de l'administration républicaine. Pour l'Etat il a failli, à plus d'une reprise, faire qui existaient déjà. Le septième a le huitième Cour de district, et renvoyer deux juges qui avaient été élus quelques semaines auparavant. Le gouverneur Kellogg nomma Jacob Hawkins en sait comment celui-ci a justifié la confiance placée en lui par l'exécutif. M. Lowell produit les preuves qui mettent à jour la conduite du juge Hawkins dans l'affaire des injonctions.

M. Lowell passe ensuite à l'incident du mandamus dans Saint-Tammany, $2,200 payés pour services militaires en 1874 et non relief toutes les *irrégularités* commises alors par le juge Hawkins. Il démontre que la présidence républicaine avait envoyé Clinton et du trésorier Dubuclet à la demande du mandamus était une affaire montée contre le juge précédent. Cette vive virulente contre le juge précédent.

Le rapport du comité est adopté par 77 voix contre 10, et la résolution ordonnant la destitution du juge Hawkins, par 79 voix contre 8.

La Chambre s'ajourne.

Louisiane.

Nous avons reçu le premier numéro d'un nouveau journal, dont Mr J. Kossuth Sandoz vient de commencer la publication à Washington, paroisse St-Landry, sous le titre *Washington Enterprise*. Ce premier numéro justifie trop bien le titre pris par notre confrère pour ne pas nous faire bien augurer de son succès.

Nous lisons dans le *Sucrier de la Louisiane* :

FRAPPÉ PAR LE TONNERRE. — Une tempête terrible a eu lieu dans notre section pendant la nuit de vendredi dernier. La foudre est tombée dans plusieurs endroits du voisinage. Dans le village seul, on nous parle de trois maisons frappées : chez Mme Emondet, la citerne a été brisée ; une dépendance de la maison dans la cour de Mme Vedrines a été broyée ; et la résidence de Mr Zénon Decuir a été protégée par le paratonnerre. Dans la campagne, un grand nombre de maisons et autres bâtisses ont été frappées. Le magasin à maïs de Mr Similien Rodrigues a été entièrement détruit par le feu de la foudre, et plusieurs autres graves accidents ont eu lieu.

MAISON D'ENCAN.—MM. Armand Selle et Pierre Malochée viennent de fonder, sous la raison sociale de Selle et Malochée, une maison d'encan et de vente de propriétés foncières. Leur bureau sera établi rue Royale No 50. M. Selle a une longue expérience dans ce genre d'affaires et a la réputation d'un excellent comptable. M. Malochée est un homme d'affaires bien connu. L'honorabilité des deux associés offre les plus sérieuses garanties à toutes les personnes qui seront disposées à leur confier le soin de vendre leurs propriétés ou d'opérer des ventes d'encan de toute nature. Nous pensons que MM. Selle et Malochée ne tarderont pas à avoir un patronage étendu.

— Mlle T..., une de nos plus jolies grues, étalait hier dans une mise-en-scène une charmante parure en perles fines, qu'on lui a donnée pour ses étrennes.

—Tiens ! s'écria une de ses camarades, en la désignant du geste, je n'avais pas encore vu ça.

—Quoi donc ?

—Une huître dans des perles !

Le Docteur Ferrière

EDITION HEBDOMADAIRE DE *L'ABEILLE*

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous la vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

—37—

Affermissement du système vital.—La vie est chère à la plupart de nous, et ceux chez les quels une faible santé la rend incertaine, seraient bien aisés de la fortifier. Le meilleur conseil qui puisse leur être donné est d'employer ce tonique vivifiant qu'on appelle les "Rochester-Schnmach Bitters" et qui fortifiee le sang en lui assurant une nourriture complète et qui est un excellent remède contre les maladies qui sont la cause principale de la faiblesse dont la plupart s'indignent à juste titre. L'inactivité du foie, les désordres urinaires, les souffrances rhumatismales et beaucoup d'autres maux sont promptement conquis par ce tonique souverain, prompt, et agréable, qui en outre, est un préservatif infaillible contre les fièvres et contre tous autres désordres d'intoxication et qui soulage les efforts de la fatigue et du mauvais temps en procurant, un véritable soulagement aux personnes âgées et infirmes.

Bureau de la Compagnie "New Orleans City Railroad," rue du Canal No. 124—Nouvelle-Orléans, 5 février 1876.—Le 3me trimestre de vingt-cinq pour cent, sur le capital actions augmenté de cette Compagnie est payable à ce bureau à partir de ce jour.

C. C. LEWIS, Secrétaire.

5fév. jusqu'au 15 fév.

L'union des Propriétaires Fonciers.—Une réunion spéciale du Conseil Central de cette dernière, aura lieu à Grunewald Hall CE SOIR (samedi soir 5 février). A 7 heures précises il y sera traité d'affaires importantes, on compte sur l'exactitude des membres.

ARCHIBALD MITCHELL,
Président.
E. C. WHARTON,
Secrétaire.
5 fév—1f

Sociedad Union Española de Beneficencia Mutua.—Asamblea General.—(Extraordinaria).—Los miembros que componen esta Sociedad, se reunirán en su local Calle de Peruvia nº 47 entre Domaine y San Claude, el Domingo 6 del corriente mes, á las 5 1/2 de la tarde, para tratar sobre asuntos de interes.

Se requiere la mayor puntualidad.

Por orden del Presidente,
V. PLANELLAS,
JOSÉ MUNIZ,
Secretario.
4fév—

Avis de Société

LES soussignés ont formé, aujourd'hui une société sous la raison de MARIONI & LOHÉE, pour les affaires d'encan et de propriétés foncières en général.

Leur bureau est au No 19 de la rue Royale.

ARMAND SELLE.
PIERRE MALOCHÉE.
5 fév—

Avis.

LES personnes qui ont des réclamations contre la succession de Mme Marie Louise Bonnet, veuve Bienville, près Royale.

5 fév—1jf
P. MALLARD.

Saucisses faites ici.

50 Douzaines d'excellentes SAUCISSES de toute espèce, FAITES ICI ; les meilleures et les plus fins des VINS de FRANCE et du RHIN ; en nouvel envoi du célèbre MALWAUKEE LAGER BEER de JOSEPH SCHILTZ.

JOSEPH LICHE,
No 12 de la rue Royale.
5 fév—2f

Avis.

ON demande une jeune fille, pour le COUTURE, ayant de bonnes recommandations. S'adresser au numéro 155 rue Gravier, au premier.

4fév—3f.

M. FOS LEFOUL fait savoir à ses clients qu'il tiendra sa confiserie ouverte, encoignure St. Louis et Bourbon, le 5 février, soirée du bal de la société Française.

On pourra y souper à raison de $1 par tête.

4 fév—2f

Parapluies Français, Parapluies!

VERNIS CIRÉS DE MILHAU,
CIRE BLANCHE de la HAVANE,
A vendre par
M. A. NADAL,
61 Vieille-Levée.
4 fév—6f

En débarquement du navire italien AURORA de Marseille.

100 bgs OLIVES Verdales.
En marasin, ex Juin Ernestine.
PETITS POIS,
CHAMPIGNONS,
ASPERGES,
FONDS D'ARTICHAUX,
HARICOTS VERTS,
THON A L'HUILE,
MOUTARDE,
MACARONI,
SAUCISSONS DE LYON,
CHOCOLAT MENIER,
SAFRAN DU GATINAIS,

Vins des caves du Grand Hôtel de Paris de MM. Pierre Chabanneau & Cie.,

LUDON MÉDOC,
ST-ESTEPHE,
CHATEAU POMYS,
MOUTON D'ARMAILHACQ,
CHATEAU LEOVILLE,
PALMER,
GRAVES SUPÉRIEUR,
SAUTERNES,
CHAU. LATOUR BLANCHE,
VINS FINS en barriques de la même maison.
A vendre par
M. A. NADAL,
30 janv—7f
61 Vieille-Levée.

ESSAYEZ UNE BOUTEILLE

et vous serez surpris de voir avec quelle facilité vous vous débarrasserez de votre

RHUME
EN PRENANT
UNE BOUTEILLE
—DU—
Sirop Pectoral Balsamique
DE
DUCONGÉ,
LE MEILLEUR DES COMPOSÉS.
Qu'emploient un
SOULAGEMENT INSTANTANÉ.
A vendre par
E. CARBOUCHÉ,
39.....RUE DE CHARTRES.....39
Agent en Louisiane,
A vendre également
PAR TOUS LES PHARMACIENS.
24fév—1m MARDY

Comité central démocrate conservateur de l'Etat.—Ce comité se réunira le JEUDI, 10 février, à sept heures du soir dans la salle F de l'Hôtel St-Charles, à la Nouvelle-Orléans.

J. C. MONCURE,
Président de la convention des démocrates conservateurs de l'Etat.
27 jan—

En débarquement du navire italien AURORA, de Cette et Marseille.

100 barriques vin de BANDOL cor86.
100 " " " CETTE "
100 " " " ROUSSILLON "
143 quarts PORTO différentes marques.
122 " SHERRY & VALLETTE.
500 paniers HUILE D'OLIVE.
JAMES PLAGNIOL.
250 ... HUILE D'OLIVE A. FUGET.
500 caisses SAVON de CASTILLE.
500 ... VERMOUTH SOLLY PRAT & Co.
200 ... PICARD.
200 ... MEICHLEMBURG.
20 boucauts AMANDES de TARRAGONE,
PROVENCE et LANGUEDOC.
20 ... HUILE de GRENOBLE.
600 paniers OIGNONS.
A vendre par
U. Marioni,
29janv—6f 69 Vieille-Levée.

L'ARGENT

se gagne et plus vite et plus aisément en spéculant dans les actions, dans Wall street, que d'aucune autre manière. MM. Frothingham & Co., banquiers, 12 Wall street, ont payé à leurs clients, dans les trente derniers jours, au-delà de $450,000. Ils ont plus de 2000 clients, qui habitent différentes parties du monde. Leur popularité vient de ce qu'ils agissent honnêtement envers qui leur confient leurs intérêts. Ils placent des sommes qui varient de $10 à $50,000 et s'occupent personnellement et avec la même attention, des petits et des forts commandes. Grâce à un capital assez considérable, ils peuvent, fréquemment, contrôler les taux de certaines actions, et font conséquemment d'énormes gains pour leurs clients. Ils envoient, gratis, un rapport hebdomadaire aux personnes qui désirent spécialement demander le.—"Pittsburgh Commercial" du 14 janvier 1876.

S'adresser à
ALEX. FROTHINGHAM & CO.,
Banquiers et courtiers, 12 Wall st., N. Y.
30 janv—

AUJOURD'HUI, à une réunion des Directeurs du Southern Syrup, Cordial and Liquor Manufactory, M. JEAN CAZEBONNE a été élu président, à l'unanimité pour remplir la vacance occasionnée par la démission de M. P. Foss.

JOSÉ BARNES,
Secrétaire.
N. O., 24 janvier 1876. 25janv—15f

Jardinier.

LE soussigné désirerait se placer comme JARDINIER dans une famille particulière, en ville ou à la campagne. Il est connaître d'un très modique salaire. Il est muni de certificats attestant sa capacité, son zèle et sa probité. S'adresser à M. Baldini, pâtissier, No 16 rue Dumaine, entre Levée et Chartres.

JEAN DUBOIS,
Jardinier français.
30janv—6f

Le Docteur Ferrière

ENTREPRENDRA, avec succès, la guérison de toutes les maladies chroniques, 214, rue Bolevard entre Baronne et Carondelet. Consultations : de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. 20nov—1an.

LE MEILLEUR
DES
ENGRAIS
DU SUD.
ENGRAIS DE STERN
SUPER PHOSPHATE
D'OS ET
OS PURS PULVÉRISÉS.

En offrant aux planteurs ces engrais bien connus et que fabrique la STERN'S PURE BONE MEAL & CHEMICAL MANUFACTURING COMPANY, manufacture d'engrais et de produits chimiques de Stern, Pulaski & Co., je les recommande respectueusement votre patronage.

SUPER PHOSPHATE D'OS ET LES OS PURS MO